

# L'OUVRIER MÉTALLURGISTE

organe mensuel

de la fédération française des syndicats de la métallurgie  
et parties similaires (C.F.T.C.)

Rédaction-Administration : 28, Place Saint-Georges — PARIS (9°)

## LIBÉRER

les travailleurs de l'état  
de dépendance dans  
lequel on les tient

## D'ACCORD

Les courber sous le joug  
d'une dictature ou d'un  
monopole syndical

## JAMAIS

## POUR REFLECHIR D'OU VIENT LEUR FORCE

Notre milieu métallurgiste subit l'emprise du communisme. Malgré toutes les critiques faites jusqu'ici celles-ci n'ont pu efficacement faire obstacle aux communistes eux-mêmes.

Beaucoup de nos camarades se demandent : d'où vient leur force, l'expliquer par des mots : démagogie, absence de scrupules, opportunisme, etc., serait par trop simpliste. Partant d'éléments positifs, raisonnons objectivement.

D'abord, de quoi procède le communisme ? D'une conviction apparemment conforme à la raison : l'idée de faits coïncidant à la réalité, vrai ou faux, le marxisme prétend donner aux travailleurs une explication de leur condition, leur apporte une philosophie qui y répond, et, sur le plan historique, montrer à la classe ouvrière comment et pour quelle fin on a abusé d'elle et exploité le travail humain auquel on l'a soumise.

Le militant ainsi formé par le marxisme a le sentiment d'accomplir une action de libération, de travailler pour sa classe, de lui procurer plus de bien-être, de marcher dans le sens de la vie et du progrès ; les faits ne sont-ils pas avec lui, aussi fait-il passer au second plan les nobles idées. Il faut donc pour réfuter le marxisme et sa philosophie lui opposer, lui substituer une autre philosophie non point théorique mais réaliste et qui, pratiquement puisse donner aux travailleurs dans l'économie industrielle la place que par leur travail ils doivent normalement y occuper, et jouer le rôle imposé d'ailleurs par leur dignité humaine et par leur qualité de membre de la société temporelle.

L'attention que portent les communistes à la masse.

Pourquoi un tel souci, parce que selon Marx c'est la masse qui agit sur le cours de l'histoire qui l'influence, d'où le soin apporté à suivre l'état d'esprit, les réactions et les aspirations de « la base », cependant ils réussissent dans le maniement de cette masse à user à son égard de méthodes à la fois dictatoriales et démagogiques sans soulever de réaction sensible de sa part, comment en serait-il autrement ? N'agissent-ils pas pour la libérer de l'emprise capitaliste ?

En revanche, cette masse leur donne le sens des mots d'ordres populaires et l'habitude de voir et de prendre les gens tels qu'ils sont. Raisonner avec eux sur des idées.

### Ernest THIELE

La C.F.T.C. tout entière est en deuil. Notre camarade Ernest Thiele, vice-président du bureau confédéral, membre du Conseil de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, Syndic de la Fédération des Syndicats Chrétiens d'Alsace-Lorraine, vient d'être enlevé à une activité considérable par une maladie subite et brutale.

C'est une belle et noble vie qui se termine, un homme complet nous quitte après avoir lutté et souffert pour le développement de notre cause.

Nous tournant vers les siens dont le deuil cruel nous afflige, nous leur exprimons notre douloureuse sympathie et dans leur tristesse qu'ils nous permettent de leur dire combien nous sommes fiers d'appartenir à un mouvement qui a compté Ernest Thiele parmi ses chefs.

Il nous laisse son souvenir et ses exemples d'abnégation et de travail c'est ainsi que nous essaierons imparfaitement certes de le continuer.

J. B.

## Et ça, est-ce de l'opium pour le Peuple ?

Devoirs d'accord, mais Droits aussi  
et dans ce qui suit il s'agit des  
Droits des Travailleurs

Il est sans aucun intérêt d'organiser des conférences sur la question communiste ou d'en discuter dans le mode académique. Lorsqu'on se propose d'atteindre un but, il faut résolument passer aux moyens pratiques. Tout comme la médecine, nous avons à préparer l'antidote qui s'impose dans chaque cas. Nous avons souffert gravement dans le passé d'être trop longtemps l'allié de qui ne se trouvait pas dans la bonne voie : Des patrons égoïstes se sont trop souvent servis de l'Eglise en hypocrites, ont invoqué sa grande autorité, lui demandant d'intervenir en leur faveur, alors qu'ils payaient à leurs ouvriers des salaires scandaleusement bas.

« J'espère que ces jours-là appartiennent définitivement au passé. Notre place est avec les pauvres, avec les ouvriers. Ils sont nos hommes, il bâtissent nos églises ; ils les remplissent ; leurs enfants fréquentent nos écoles ; notre clergé se recrute dans leurs familles. Ils attendent de nous des directives et un soutien... Il est impossible de cacher la menace de l'extension du communisme dans nos milieux. Le St Père l'a démontré lui-même expressément. Soyons attentifs à dénoncer des pratiques indéfendables. S'il en est qui se dressent contre le communisme tout en se faisant les auteurs d'actes qui blessent gravement la justice sociale, s'il en est qui luttent contre la loi qui assure un minimum de salaire, qui tolèrent que des femmes ou des jeunes filles doivent vivre du produit d'un salaire qui ne dépasse pas à l'heure, 1,65 ou 2,50, nous ne pouvons rester indifférents à toute évidence en présence d'un déni de droit aussi flagrant !

Qui parle ainsi ?

Le Cardinal MUNDELEIN, Archevêque  
de CHICAGO, ça ne te dit rien !

PAVIBO.

## LORSQUE PARLENT LES OUVRIERES DE LA METALLURGIE

Nous saluons avec joie cette chronique féminine et notre désir serait d'y retrouver chaque mois la voix des ouvrières de la métallurgie

LA RÉDACTION.

C'est la première fois que l'Ouvrier Métallurgiste ouvre ses colonnes à une chronique spéciale au point de vue féminin il nous permet ainsi une liaison plus particulièrement féminine.

Tout d'abord « Heureuse Année » à vous, ouvrières de la région parisienne, et à vous, ouvrières de toute la France, groupées dans notre Fédération.

\*\*

Que désirons-nous ?

« Le pain, la paix, la liberté », ce slogan de 1936 usé jusqu'à la corde est resté lettre morte, sans avoir pu donner lieu à des réalisations positives.

Nous dirons donc :

Nous voulons « la Justice, la Fraternité, la Paix ».

Nous voulons la justice, c'est-à-dire :

Que le salaire du père, complété par des allocations familiales suffisantes, donne à la famille des moyens matériels qui lui as-

surent une existence honnête et digne, en permettant à la mère de rester à son foyer, tout comme celle de la classe bourgeoise ;

Que, pour favoriser ce retour de la mère au foyer et mettre plus d'aisance dans le budget familial, une prime spéciale soit donnée au travailleur dont la femme reste chez elle ;

Que le salaire de la femme ne soit plus considéré comme un salaire d'appoint ; à rendement égal, salaire égal. Lorsque le travail est différent, que le salaire soit juste aussi ; qu'il permette une vie honnête à la célibataire ayant souvent des charges de famille (vieux parents, frères et sœurs...) et à la veuve, la plupart du temps chef de famille ;

Qu'une bonne répartition du travail tenant compte des aptitudes, de la dignité, des forces physiques de la femme, soit observée dans les industries, de façon à ne pas altérer sa santé et nuire à la mission maternelle pour laquelle elle est spécialement douée.

Nous voulons la Fraternité,

c'est-à-dire l'entente, l'affection réciproque qui respecte la liberté (liberté syndicale, liberté du travail) qui, au lieu de brimer et d'asservir, fait tendre une main vraiment loyale que l'on peut serrer en toute confiance, fraternité qui aide à vivre, qui rend meilleur. Nous avons assez de ces journées de travail rendues plus dures et plus pénibles par l'atmosphère de haine dans laquelle nous les vivons.

Nous voulons la Paix :

Ne croyez-vous pas, chères amies, que lorsque les conditions de travail seront établies en toute justice et que l'entraide et l'amitié régneront dans les usines, nous aurons cette paix sociale que tous désirent, que beaucoup cherchent de bonne foi, mais les méthodes employées vont souvent à l'encontre du but.

Depuis juin 1936 de profonds changements ont été opérés dans le monde du travail avec les nouvelles lois sociales ; sachons nous en servir, sachons les adapter pour que la vie ouvrière soit plus belle, plus conforme à notre dignité humaine ; réalisons par « la Justice, la Fraternité, la Paix » le but poursuivi par la C.F.T.C.

A l'œuvre pour sa réalisation !

M. MARTIN.

## La C. F. T. C. et le statut moderne du travail

Reçue par M. Frossard et par la Commission du Travail de la Chambre, la délégation de notre Confédération a apporté de nombreuses observations sur le projet en cours.

Ci-dessous quelques indications très résumées de celles-ci :

Sans préjudice des observations que nous comptons présenter sur les divers projets, nous croyons devoir, en premier lieu, soumettre à la Commission quelques observations de caractère général.

Le premier examen auquel nous avons procédé des textes du gouvernement nous a causé, il faut le dire, une certaine déception. Nous



Lorsque le flot monte il faut que la digue soit plus haute

# LA PRESSE

## CORPS DE PÉCHÉ

estime, en effet, que la réussite d'un effort de « normalisation » des rapports du patronat et du salarié est fonction, pour une large part, de l'aboutissement préalable d'un certain nombre de revendications de la classe ouvrière, lui apportant un minimum de sécurité qu'elle n'a pas, d'une façon générale, dans les conjonctures présentes. Telles sont à notre avis, pour ne citer que les principales : la fixation de minima des salaires établis sur la base du coût de la vie contrôlé — l'échelle mobile, — l'augmentation du taux des allocations familiales et l'institution d'une indemnité spéciale permettant le retour, ou le maintien au foyer, des mères de famille qui le désirent, — l'assurance-chômage, la retraite des vieux travailleurs, — l'organisation de l'apprentissage et l'accès des jeunes au travail, — l'application des lois sociales à l'agriculture, — le droit syndical et le statut des fonctionnaires, etc...

La presse a maintes occasions de péchés. Forte de sa toute-puissance sur le monde et sur la cité, mais consciente que cette toute-puissance même repose principalement sur la fantaisie mobile des foules, n'ignorant pas au surplus ce qu'elle doit à ces foules qu'elle a mission de conduire vers des clartés nouvelles et qu'elle suit, hélas ! bien plus souvent qu'elle ne les guide, forte, puissante à la fois et faible, souvent lâche, la presse d'aujourd'hui, une importante catégorie de la presse d'aujourd'hui, succombe à toutes les occasions de péché.

Par pensée ou par écrit, par omission ou par action, cette moderne puissance, meilleure et pire des choses, manque quotidiennement à ses lecteurs avec un cynisme étonnant.

Aussi bien, pourquoi les lecteurs lui font-ils confiance ? Leur faute, à eux aussi, est grande. Ce ne sont

pas des idées neuves que la plupart des gens cherchent dans leurs journaux ; ce que chaque matin ou tous les soirs ils entendent lire dans les colonnes de leur organe préféré, c'est précisément les points de vue souvent mesquins qui leur sont chers.

Pour eux, un journal est bon tant qu'il écrit comme ils pensent. S'il s'écarterait un jour de la ligne idéale qu'ils lui ont dévolue, ils n'y croiraient plus et le laisseraient pour un concurrent.

Or ceux qui régissent notre presse savent bien que leur fortune est à la merci de cette confiance précaire et c'est pourquoi leur jeu consiste essentiellement à « tâter » le client, à savoir ce qu'il préfère et à lui servir — la nourriture fut-elle un poison — plutôt que de lui imposer quelque chose d'honnête et de sain.

Trop souvent, les dirigeants d'un journal au lieu d'être en même temps les maîtres et les premiers serviteurs d'un idéal, apparaissent à ceux qui gardent encore un reste d'esprit critique, seulement comme de piètres marchands de papier.

On peut bien dire alors que si les lecteurs ont la presse qu'ils méritent, la presse a le public qu'elle recherche... et qui lui est, au fond, tellement facile de trouver.

Mais nous n'avons point pour but ici de faire le procès du lecteur : la cause de la presse proprement dite est plus précisément en jeu.

Au surplus, il est difficile de dissocier les deux éléments et tel qui condamne l'un condamne aussi l'autre, parce que leur faute est commune et qu'ils sont, en quelque sorte, complices l'un de l'autre.

\*.

Qu'elle émane d'Espagne, d'Italie, de Russie, d'Allemagne au d'ailleurs, voici une nouvelle qui parvient « brute » dans le bureau du rédacteur en chef de quelque grand journal.

C'est quelque chose apparemment d'anodin, l'annonce victorieuse de tel parti en guerre, le succès de telle méthode économique, ou le triomphe d'une aviation au cours d'un raid international.

On pourrait annoncer le fait tout bonnement, sans commentaire, sans passion.

Mais il y a le lecteur, impitoyable censeur, et puis le journal concurrent qui se révèle dangereux.

Dès lors, il faut « assaisonner » la nouvelle, car le parti victorieux, le promoteur du nouveau système économique, l'équipage triomphant, à ses supporters ou ses adversaires qu'il faut contenter.

Si le journal qui nous intéresse doit publier le fait, il trouvera d'abord dans le titre une allure réticente de nature à laisser subsister le doute.

Où l'on dirait, s'il s'agissait d'amis, « Les troupes du général X. ont remporté une grande victoire », on écrira : « Les soldats, ou les mercenaires, ou les hordes de X. auraient remporté un succès local ».

Et l'on ajouterait que ce succès est dû à une surprise, à une trahison ou à une grande supériorité numérique.

Et, si le fait est simple, il est bien plus simple encore de supprimer la nouvelle purement et simplement.

Un autre système, plus subtil, car il requiert, d'une presse de même obédience, une certaine unanimité, consiste à imputer à l'adversaire tel geste criminel commis par ceux dont on entend soutenir la cause et garder sauf le prestige.

Exemple ! Et pour trouver pareille illustration, hélas ! il suffit de revenir quelques mois en arrière et de jeter un regard au-delà d'une frontière voisine, tout près de chez nous, sur une petite cité totalement détruite...

Exemple, disons-nous. Une ville entière a été bombardée pendant des heures, bombardée jusqu'à ce que chaque pierre éclate et meure, bombardée jusqu'à la mort totale, jusqu'à ce que ses habitants aient tous fui, qui n'avaient pas été ensevelis sous ses décombres.

Qui commet ce crime ? Ceux-là mêmes dont on voulait faire les gardiens d'une civilisation !

Le passer sous silence est impossible. On ne tue pas une ville tout entière sans que cela se sache.

Dénoncer les vrais coupables ? Encore une fois... et les lecteurs ? Que faire alors ?

A la ville et au monde on affirmera que la ville n'a point été bombardée, mais détruite « par en bas », par ses habitants eux-mêmes.

C'est naïf, c'est candide, ça ne devrait pas réussir.

Mais ça réussit ! Partiellement

du moins. A force de crier « A l'assassin » en désignant la victime, les bonnes gens finissent par croire que c'est la victime qui est criminelle.

Il y a des témoins du crime ? Plus fort qu'ils ne clament leur indignation, on hurlera à l'imposture, on criera au faux témoignage.

Les voix les plus dignes de respect seront étouffées par le chœur de la presse partisane. Elles seraient étouffées si toute la presse était aussi vile.

Mais ce n'est pas vrai qu'elle est toute pareillement coupable.

Entre les partisans aveugles, entre les organes aveuglants de tous les extrémismes et de leurs amis, il doit exister des hommes de bonne foi et de bonne volonté...

...Des journaux de bonne foi et de bonne volonté.

Ca existe !

Seulement voilà, ça existe comme une herbe saine parmi des taillis d'épine. Il faut se donner la peine de la découvrir.

Une presse qui juge honnêtement des événements, approuve et loue toutes les initiatives qui méritent d'être louées, d'où qu'elles viennent.

Ca existe !

Une presse qui s'élève contre toutes les erreurs, les dénonce avec courage au risque de mécontenter certains de ceux qui la suivent, une presse qui ignore toutes les complaisances, toutes les connivences, toutes les complicités, où qu'elles se trouvent.

Ca existe !

Une presse qui élève ce qui mérite d'être élevé, abaisse ce qui mérite les ténèbres, ignore les scandales à succès et se fait l'écho fidèle et respectueux des justes primautés.

Ca existe !

## Crise de confiance à la C. G. T.

Dans la revue Politique de décembre 1937, M<sup>me</sup> Suzanne Sallay-Lainé a écrit quelques pages d'actualités syndicales. Nos camarades aimeront sans doute en lire ces extraits ci-dessous. — N.D.L.R.

M. Maurice Chambelland écrit, dans la « Révolution Proletarienne », qu'avant la grève de la Métallurgie parisienne du 11 novembre, les militants communistes du Syndicat des Métaux de la région parisienne — troupes de choc du parti communiste — s'abstenaient de paraître en public, de crainte d'y recevoir un accueil hostile...

Enfin, le succès des réunions syndicales commença lui-même à fléchir. Il est impossible, en toute bonne foi, de ne pas en être frappé : le grand rassemblement de la région parisienne du 13 novembre — prélude à la journée nationale de la C.G.T. du 14 — fut incontestablement un fiasco. Le fait que, ce jour-là, de nombreux ouvriers « récupéraient » le jeudi 11 novembre, qui avait été chômé, ne suffit pas à l'expliquer.

En admettant même qu'il y ait à l'origine de cet échec une erreur de tactique, on doit tenir compte du choc psychologique qu'a dû déterminer parmi les assistants la vue de l'énorme stade Buffalo plus qu'aux trois-quarts vide, et l'audition de ces moroses discours — sans accent ni relief — débités en une après-midi sombre et glacée par des orateurs tous communistes sauf un seul...

« Et comme la plupart des dirigeants de ces fédérations — Croizat, Frachon, Sémart, Arrachart — sont des sous-ordres de M. Thorez, ce serait en somme lui qui dirigerait le syndicalisme... »

Lorsqu'on observe de près — nous pourrions dire pas à pas — le mouvement cégétiste, il semble un peu trop simple — sinon inexact — de parler de la « direction » imprimée à la C.G.T. par les communistes.

« Colonisation » de la C.G.T. par les communistes ? — Il serait sans doute plus exact de dire que la C.G.T. a été « colonisée » par les masses, par le canal des communistes...

Les contradictions et les reniements s'accroissent en U.R.S.S. selon un rythme toujours plus rapide. Le dictateur et ses alliés semblent surtout préoccupés de garder le pouvoir par tous les moyens : d'une part, ils tentent de s'adapter aux aspirations du peuple russe (d'où le « ralliement » au patriotisme, à la tradition historique) ; d'autre part, ils usent frénétiquement des méthodes terroristes contre les non-conformistes...

A leur exemple, les dirigeants communistes français « tendent la main » aux catholiques, aux Croix de Feu, réclament « l'union de la nation française », la « France aux Français », etc. Mais, par ailleurs, ils usent — toutes proportions gardées — des mêmes méthodes « totalitaires » d'intimidation vis-à-vis des non-conformistes.

C'est ainsi que, parlant des huées et protestations qui viennent parfois troubler les réunions syndicales, l'un d'eux — M. Amblard, secrétaire (communiste) de l'Union des Syndicats de la Région Parisienne — demandait, dans un ré-

Une presse loyale, indépendante. Une presse qui n'est pas à l'abri des humaines erreurs — car l'erreur est propre à toute entreprise humaine — mais qui reconnaît honnêtement qu'elle a pu se tromper certain jour ; une presse enfin qui se respecte et respecte ceux qui lui font confiance...

Tout de même, ça existe. Il ne se peut pas que parmi les forces mauvaises qui s'affrontent, il ne soit pas quelques journaux de bonne volonté qui mènent — apparemment impuissants — le bon combat et le gagneront un jour malgré tout.

Répetons-le, les hommes ont les journaux qu'ils méritent.

A eux, à nous, à vous tous de mériter quelque chose de franc et d'honnête.

Et quand nous l'aurons, ce « quelque chose » de franc et d'honnête, et si, après une discrimination intelligente, nous le découvrons, si humble qu'il soit parmi les grands confrères de partout qu'on n'exige pas de lui des pensées toujours et exactement conformes à ce qu'on voudrait voir « imprimé ».

Il faut bien concevoir qu'un journal s'adresse à des milliers de cerveaux et que pas un peut-être de ces cerveaux ne réagit de la même façon sur un même sujet.

Un journal est une sorte de champ à idées. Entre des barrières au dehors desquelles il y a peut-être l'Erreur Majuscule, naissent suffisamment de fleurs pour que tous ceux qui veulent y faire un bouquet y trouvent de quoi se satisfaire.

Que quelques-unes parmi les fleurs qui font la gerbe ne soient pas toujours au goût de celui qui les cueille, c'est normal.

Demain, la gerbe sera plus belle. Elle doit être la presse honnête. Un enseignement de chaque jour et non pas une pâture à l'usage d'appétits pervers, une quotidienne leçon de vérité humaine plutôt qu'une œuvre partielle, ignorante des louables initiateurs qu'elle n'a point patronnés.

...Et cette presse là, je vous dis que ça existe.

Jean RICHARD.

## Un S. O. S. des usines d'aviation non nationalisées

Maintenant la nationalisation de l'industrie aéronautique est chose faite.

Dans cette nationalisation a-t-on pensé à la classe ouvrière ? Il semble que non et c'est un fait indéniable. Le sort du personnel employé dans les S. N. C. A. ne s'est pas trouvé amélioré autrement que par les conventions collectives.

Lors de cette nationalisation, il avait cependant été prévu que parallèlement aux Sociétés Nationales subsisteraient des bureaux d'études et des usines privées ; mais dans l'application, cela semble être gênant et devoir disparaître. Et pour cause.

Si ces usines privées subsistent, elles seront susceptibles de servir d'éléments de comparaison, de production, tant au point de vue de la qualité, que de la quantité et être mises ainsi en parallèle avec les usines nationalisées, ce qui semble falloir éviter à tout prix. Les ateliers privés supprimés, personne ne pourra se rendre compte si l'on peut produire mieux et plus. C'est sans doute pour cette raison que le qualificatif « privé » dont avait eu soin de gratifier les ateliers qui ne seraient pas nationalisés, semble avoir été pris par notre Ministre de l'Air dans le sens le plus large du mot. L'usine « S.E.C.M. » Amiot en fournit la bien triste preuve, et la plus évidente.

Il n'est que temps que nous soit prouvé que la nationalisation, sous peine d'être un leurre, dont une partie de la classe ouvrière supporte les néfastes conséquences, que celui qui l'a entreprise réfléchisse et se dise bien que cette situation ne peut et ne doit pas durer, qu'il est profondément injuste de priver de travail le personnel employé dans les usines non nationalisées et cependant outillées pour l'exécution, car ces ouvriers, eux, n'ont que le fruit de leur travail, c'est-à-dire leur salaire, pour subvenir à leurs besoins et à ceux de leur famille. Que c'est enfin une faute dommageable pour les intérêts de notre pays de le priver d'un matériel dont il a tant besoin pour sa Défense Nationale.

S'il est des luttes partielles, que nous voulons d'ailleurs ignorer, la classe ouvrière ne vit pas de ces luttes, bien au contraire, ne vivant que de son travail, et seulement de celui-ci, il appartient au Ministre de l'Air de le lui fournir.

LA VRIELLE.

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

\*\*\*\*\*

## FIN DE JOURNÉE...

...Mais aussi commencement d'année.

Voici que s'ouvre à nous une page toute blanche de la vie, une page que d'aucuns, peut-être, parmi nous, n'achèveront point d'écrire.

Du moins faut-il que nous n'ayons à regretter aucun des paragraphes que nous y aurons inscrits.

Et puisque la bonne coutume veut qu'au début de toute année, chacun présente à son ami des vœux, mon ami, mon frère ouvrier, voici mon premier.

Que tu vives un an, ou bien moins, ou bien davantage, puis-ses-tu n'avoir à regretter le moindre mot, la moindre virgule, marque par toi sur la page 1938 de la vie courageuse.

Et je sais que tes jours, beaux et francs comme toute ton œuvre n'encourront et n'encourront jamais nulle censure... nulle rature.

Mais je souhaite aussi pour toi, ...et cela, hélas ! il n'est pas toujours tellement sûr que ça se réalise...

...Je souhaite aussi pour toi ce triple bienfait dont d'aucuns ont fait un slogan politique, creux comme des mots sans idées

...et qui demeure seulement un slogan, rien que cela.

Je te souhaite pour toi et pour tous les tiens le pain quotidien.

Que finisse pour toi l'angoisse des lendemains.

Et je m'adresse ici davantage à toi, chômeur sans espérance.

Toi, qui chaque soir fouilles les petites annonces des journaux dans l'espoir précaire d'y trouver la place qui te permettra de vivre de tes mains.

Toi qui, peut-être, un soir, as trouvé cette possibilité d'embauche.

...Qui t'y es rendu très tôt, le plus tôt possible, le lendemain matin.

...Et qui n'aurais pas dormi de la nuit tellement tu espérais.

...Toi qui fus évincé parce que tu étais des nôtres.

Chômeur, mon frère préféré dont on ne veut pas parce que tu prétends avoir le juste droit de penser selon ta conscience.

...Chômeur, plus désespéré après chaque défaite.

De tout mon cœur je te dis aujourd'hui que commence à peine l'année...

Mon vœu le plus cher, le plus vrai est que bientôt tu retrouves le travail nécessaire, la tâche nourricière qui est la vie et celle des tiens.

Et puis, je me tourne vers toi qui, sinon de cœur, du moins de fait, t'es séparé de nous.

Parce qu'il faut vivre et que si l'adhésion à telle Confédération était précisément une condition primordiale de travail, ce n'est pas tellement une faute de changer sa carte verte pour une carte rouge...

...Puisque le rouge est peut-être la couleur conditionnelle.

La nécessité de vivre, la crainte de repêcher ton travail l'ont affilé ailleurs que là où est ta place.

Et tu sens que tu n'y es point à l'aise. Quand tu rencontres l'un de tes anciens camarades de syndicat, il monte en toi comme une honte de ce que tu nommerais, si tu regardais plus au dedans de toi, une lâcheté.

Non, mon frère parti ailleurs, il ne s'agit point là de lâcheté.

...Seulement de faiblesse.

Et tous les hommes sont des faibles.

Tes anciens camarades n'ont contre toi nulle rancœur. Ils l'ont laissé ouvert leur porte et leur cœur.

Quand sera venue l'heure pour toi de rentrer, ils t'accueilleront avec une joie nouvelle.

Et je te souhaite, à l'aube de cette nuit neuf cent trente-huitième année, de retrouver bientôt le juste chemin dont la vie, les hommes et le besoin de vivre malgré tout, t'ont éloigné.

Mon second vœu appelle la paix. Le monde du travail est troublé comme une eau de tempête. On dresse l'ouvrier contre son frère parce que de cette lutte, de cette fièvre, il en est qui profitent et qui vivent. La classe ouvrière est une force qu'il n'est jamais bon de lancer dans l'avenir. Disciplinée et juste, elle peut tout pour le salut du pays.

Dévergondée par les faiseurs professionnels du désordre, livrée à eux avec cette fausse impression qu'elle est libre et maîtresse de son propre destin, elle peut mener le monde à la plus tragique des catastrophes.

La paix, la grande paix intérieure, la paix aussi des esprits et des cœurs, ne sera totale que par la classe ouvrière.

Mon ami, mon frère, que cette année vienne sur toi cette paix, don superbe aux hommes de bonne volonté.

Mon ami, mon frère, que chaque heure de l'année nouvelle ton idéal primordial soit cette paix.

Donne là, autour de toi, courageusement.

Enfin, sois libre !

La liberté est, avec la paix même, le bien suprême des peuples.

Dans un pays libre, il faut des hommes libres.

Parce que la liberté n'est pas le droit de faire ce qu'on veut.

Parce que la liberté finit là où commence la liberté des autres.

Parce que la liberté est un sentiment, avant tout, respectueux du droit des autres.

Elle vaut qu'on la défende avec intelligence et volonté.

C'est un bien qu'il faut souhaiter.

C'est un bien que je te souhaite de tout mon cœur.

Car je sais que tu en feras un légitime usage.

La page mil neuf cent trente-sept s'est fermée au livre du monde sur des espérances et des tristesses mêlées, sur beaucoup d'injustice, d'erreurs, de haine et de désordre.

Le dernier mot que tu as dû y écrire, mon frère ouvrier, était : Confiance !

Ecris-le en haut de la page mil neuf cent trente huit.

...Devant ces trois cents et quelques feuillets encore neufs qu'il te reste à remplir

...à bien remplir...

Et c'est le dernier vœu que je fais, maintenant pour toi, pour les tiens, pour toute la classe ouvrière trop méconnue...

...ou trop inconnue.

Malgré les heures sombres du passé et celles peut-être plus sombres de demain :

Confiance !

Malgré les échecs, les désertions et les abandons,

Confiance !

Malgré la violence, la menace, malgré toutes les forces du mal coalisées contre la beauté de ton œuvre,

Malgré tout,

Malgré tous,

Confiance !

LE COMPAGNON.

## Agents de maîtrise

Les camarades adhérents au Syndicat Général des Agents de Maîtrise, employés aux Usines Renault, sont informés qu'une permanence de leur syndicat se tiendra tous les deuxièmes mercredis de chaque mois, 91, rue de Saint-Cloud, à Boulogne-Billancourt, de 17 h. 30 à 18 h. 30.

Ils y trouveront tous les renseignements concernant le Syndicat, ainsi que des timbres de cotisation.

## Avez-vous pensé

### aux Elections prud'homales ?

A la campagne d'inscription il faut vous y préparer, nous traiterons la question dans notre prochain numéro.

## NOTRE CARNET

Henri Michel, le militant dévoué et l'âme du Syndicat de la Métallurgie de Brouseval, vient de perdre son père. En cette douloureuse circonstance, l'Ouvrier Métallurgiste exprime à notre camarade ses plus sincères condoléances.

proclamer trop de mots d'ordre à la fois et de se rappeler que, seuls, les mots d'ordre politiques (et les revendications politiques), liés à l'intervention de masse donnée du prolétariat, peuvent constituer dans leur ensemble, la plate-forme politique, y compris les sans-parti. »

## AU BUREAU FÉDÉRAL

En ce samedi, veille de Comité National Confédéral, nous avions le plaisir de compter parmi nous notre Président fédéral, notre camarade **Bernard de Montbéliard** s'était rendu à notre invitation et **Charlemagne Broutin**, en ouvrant la séance, saluera avec beaucoup de satisfaction le représentant du centre important que constitue pour la Fédération toute la région du Doubs.

**Le Bihan**, Secrétaire Général, **Léonard**, Vice-Président fédéral, **Gerstel**, Trésorier, **Le Huédé** et **Botton** marquaient par leur présence l'intérêt de ce Bureau.

**Jean Pérès**, **Emile Sébert** et **M<sup>lle</sup> Martin** s'étaient fait excuser.

**Léonard** demande la parole pour une explication préliminaire, il indique les raisons pour lesquelles il a demandé que soit avancée de deux jours notre réunion, la présence à Paris, dit-il, de nos camarades de Province venus à l'occasion des assises confédérales peut, utilement, nous ménager d'intéressantes conversations, c'est pour quoi il propose qu'à l'avenir notre réunion de Bureau ait lieu la veille de chacun des Comités Nationaux de la C.F.T.C., sa proposition est adoptée et nos camarades des diverses régions seront invités à ce Bureau élargi.

Il est ensuite question de la tenue d'un Conseil National Fédéral Extraordinaire la veille du Congrès Confédéral, le Bureau statuera dès qu'il aura connaissance de la date à laquelle se tiendra ce dernier.

La lecture du procès-verbal du dernier Bureau Fédéral n'ayant soulevé aucune contestation, celui-ci est adopté à l'unanimité.

**Broutin** demande ensuite quelles sont les régions invitées à participer à nos travaux, le Secrétaire indique que **Saint-Etienne**, **Lyon**, **Nantes**, **Charleville**, **Denain**, **Nancy**, ont reçu l'ordre du jour accompagné d'un mot réclamant leur concours.

Un important échange de vues a lieu à la suite d'un exposé de **Botton** sur l'activité syndicale en regard des demandes de rajustements de salaires consécutives à la hausse constante du coût de la vie. L'opposition patronale à l'égard de celles-ci, a amené un certain nombre de conflits et contribué à maintenir dans l'esprit des ouvriers métallurgistes l'idée de lutte préjudiciable à la mise en œuvre et à l'adaptation des nouvelles lois sociales. Notre souci de maintenir à l'ensemble des métallurgistes le bénéfice des avantages acquis et notre volonté de travailler à améliorer leurs conditions sociales nous obligent à reconnaître que, si certains éléments de la classe ouvrière ont abusé de la grève, trop souvent certains patrons leur en ont fourni le motif ; en effet, ici, ce sont les licenciements massifs, ailleurs, des délégués sont menacés, dans certains cas on a même vu un chômage partiel opportunément organisé pour réduire des indemnités de congédiement ; enfin, c'est la méthode classique qui consiste à enfermer les demandes d'augmentations dans le labyrinthe de l'arbitrage.

Le Président analyse à son tour cette situation, et la discussion s'engage, les membres présents apportent leur point de vue, appuyé par des faits, et **Bernard** montre la difficulté rencontrée dans leur région pour faire aboutir leurs revendications.

La situation économique actuelle est ensuite l'objet d'un long examen, en effet, celle-ci influe considérablement sur la vie des travailleurs, aussi ceux-ci ont le devoir de se préoccuper de son activité. **Jean Pérès**, pris par le Congrès des Cuirs et Peaux, a tenu, cependant, à venir saluer les camarades du Bureau et prend part quelques instants à la discussion, il souligne combien l'économie actuelle est complexe et la nécessité pour les travailleurs et, plus particulièrement, pour les militants responsables des organisations ouvrières, de se garder de jugements hâtifs, « toutes ces questions, dit-il, doivent faire l'objet d'études et d'analyses objectives afin d'en parler avec compétence et autorité. »

**Charlemagne Broutin** en vient alors, en matière de conclusion, à développer sa conception de l'organisation des Comités Régionaux Professionnels qu'il situe dans une région économique déterminée. L'étude de l'activité industrielle de ces diverses régions, de leurs ressources minérales, de l'outillage dont disposent les entreprises et de leur capacité de rendement, la qualité professionnelle des ouvriers, le développement des organisations syndicales sont autant de questions qui pourraient être étudiées utilement par ces Comités. Le Bureau suit avec beaucoup d'attention l'exposé très complet que lui fait son Président sur ce sujet qu'il connaît tout particulièrement et décide d'en poursuivre la réalisation ; en conséquence une étude préliminaire sera faite.

La correspondance avec l'ensemble des Syndicats est abordée, le Bureau est informé de l'action et de la situation particulière de divers Groupements, le Secrétariat est mandaté pour faire part à ceux-ci des observations du Bureau.

Les affiliations de plusieurs syndicats sont acceptées ; des dispositions se rapportant à des achats de matériel sont prises, et **Jean Pérès** est mandaté pour les réaliser.

Le résumé des réponses au questionnaire sur le travail féminin est ensuite étudié, il ressort de l'ensemble des réponses reçues qu'en totalité les ouvrières de la Métallurgie sont groupées dans les Syndicats masculins, cette situation tient à deux causes, la première au petit nombre de femmes par rapport aux hommes, et si l'inverse se produit, les ouvriers et ouvrières n'en forment pas moins un seul Syndicat.

# La Vie Syndicale

## Une première solution dans les conflits du Nord

**Surarbitrage du conflit entre la Chambre syndicale patronale métallurgique de Roubaix-Tourcoing et environs, d'une part,**

**L'Union de la métallurgie de Roubaix-Tourcoing-Croix Wasquehal et Wattrelos, Le Syndicat des métaux de Tourcoing, Le Syndicat des métaux de Lannoy, Les organisations ouvrières de la C.F.T.C., d'autre part.**

Je soussigné, Suquet, Inspecteur Général des Ponts et Chaussées, Directeur de l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées,

Vu la dépêche de M. le Ministre d'Etat, Président du Conseil, en date du 24 janvier 1938, me confiant la mission de surarbitrer le conflit survenu entre :

La Chambre syndicale patronale métallurgique de Roubaix-Tourcoing et environs, d'une part,

L'Union de la Métallurgie de Roubaix-Tourcoing-Croix Wasquehal et Wattrelos,

Le Syndicat des Métaux de Tourcoing,

Le Syndicat des Métaux de Lannoy,

Les Organisations ouvrières de la C.F.T.C., d'autre part,

Vu le procès-verbal de non conciliation des arbitres, MM. Wiart, arbitre patronal et Porrey, arbitre ouvrier, en date du 17 janvier 1938,

Vu le procès-verbal de non conciliation des arbitres, MM. Wiart, arbitre patronal, et Botton, arbitre ouvrier, en date du 17 janvier 1938,

Vu les observations échangées dans la réunion tenue le 1<sup>er</sup> février 1938 à l'école des Ponts et Chaussées en ma présence et à laquelle assistaient M. Wiart, arbitre patronal, MM. Porrey et Botton, arbitres ouvriers, et après avoir en tendu, au cours de cette réunion, MM. Roy, Georges Dhont, Devos, Jourdain, Dumortier et Glorieux,

Considérant que les arbitres ouvriers et les délégués ouvriers demandent une augmentation de salaire égale à l'augmentation du coût de la vie révélée par le rapprochement des indices de la vie d'une famille ouvrière de quatre personnes dans le département du Nord en mai 1937 et novembre 1937, soit :

$$\frac{7869 - 7071}{7071} = 11,28 \%$$

Considérant en outre, que l'arbitre ouvrier, M. Botton et M. Glorieux insistent pour qu'à cette augmentation s'ajoute un prorata permettant d'attribuer une allocation spéciale pour la « Mère au foyer ».

Considérant que l'arbitre patronal déclare opposer à cette thèse que l'augmentation proportionnelle des salaires a été supérieure depuis mai 1936 à l'augmentation du coût de la vie à partir de cette époque, ce qui permettrait de combattre toute demande d'augmentation de salaires, qu'il se déclare cependant favorable à l'étude de toute combinaison favorable à la famille.

Considérant qu'au cours de la réunion, les parties ont fait les plus louables efforts pour confronter et rapprocher leurs points de vue avec un esprit de large compréhension mutuelle que le surarbitre est heureux de constater et dont il tient à les féliciter.

Après examen des dossiers remis par les parties,

Considérant que les salaires actuellement en vigueur résultent de rajustements consécutifs aux accords Matignon, de la convention collective du 18 septembre 1936 entre les représentants des Chambres Syndicales patronales et ouvrières des villes de Roubaix-Tourcoing-Lannoy ; des dispositions de la loi des 40 heures et de divers rajustements de salaires consentis par accord direct en raison de l'augmentation du coût de la vie depuis septembre 1936,

Considérant que les salaires de quinzaine qui éliminent l'influence de la journée de 40 heures, font ressortir une augmentation du salaire du manoeuvre d'environ 39,4 % et celui de l'ouvrier qualifié de 42,8 %, alors que l'augmentation du coût de la vie n'a été que de 35,91 % de mai 1936 à novembre 1937 (— 5790 — 5790 = 35,91 %)

et que, par suite, le pouvoir d'achat des ouvriers de la région est un peu supérieur à ce qu'il était en mai 1936 avant les accords Matignon ;

Considérant qu'une telle hausse du pouvoir d'achat des ouvriers correspond, pour une part, aux avantages retirés des accords Matignon consentis par les organisations patronales et ouvrières et qu'elle doit être favorablement considérée.

Mais, considérant qu'on ne saurait établir un parallélisme si étroit qu'il risquerait de provoquer un déséquilibre de la vie nationale dont les ouvriers seraient les premiers à souffrir et vouldrait l'économie française à une instabilité incompatible avec les engagements commerciaux et à des difficultés de nature à compromettre, pour certaines industries, leur prospérité et leur existence même auxquelles les ouvriers sont directement intéressés.

Considérant, d'ailleurs, que l'indice des prix de détail pour les diverses régions du département du Nord est plus élevé pour la région Roubaix-Tourcoing que pour le surplus du département.

Considérant en ce qui concerne les allocations familiales, que les taux admis par les Caisses de Compensation et qui sont de :

Fr. 37 50 pour un enfant et par mois ;  
90 » pour deux enfants et par mois ;  
225 » pour trois enfants et par mois ;  
337 50 pour quatre enfants et par mois ;  
562 50 pour cinq enfants et par mois ;  
et 262 50 par enfant en sus,

sont parmi les plus élevés du département du Nord.

Considérant pour ce qui concerne « La Mère au foyer » que l'introduction de cette réforme est hautement souhaitable et d'ailleurs hautement souhaitée par les représentants ouvriers malgré qu'ils diffèrent sur le mode de réalisation de cette réforme, les uns pensant qu'elle doit être d'ordre gouvernemental, les autres qu'elle peut et doit être réalisée dans le cadre des organisations familiales existantes.

Sur la rétroactivité demandée au 1<sup>er</sup> novembre par les représentants des ouvriers et contestée par l'arbitre patronal en raison de l'effet d'une telle rétroactivité sur la trésorerie des entreprises.

Considérant qu'on ne saurait s'abstraire de ces diverses considérations, mais qu'il faut bien reconnaître que le surarbitrage, sans qu'il y ait aucune mauvaise volonté ou faute des parties, demande un certain délai, que la publication de l'indice du prix de la vie n'est intervenue que fin novembre, enfin, que certaines dépenses comprises dans cet indice sont en général seulement effectuées après un certain délai.

### DÉCIDE :

1<sup>re</sup> Les salaires horaires seront majorés comme suit :

Ouvriers hommes à partir de 18 ans : 0 fr. 40 (quarante centimes).  
Ouvrières femmes à partir de 18 ans : si elles sont chefs de famille 0 fr. 40 (quarante centimes) ; si elles ne sont pas chefs de famille, 0 fr. 30 (trente centimes).

Jeunes gens et jeunes filles de moins de 18 ans : 0 fr. 25 (vingt-cinq centimes).

Jeunes gens et jeunes filles de moins de 16 ans : 0 fr. 15 (quinze centimes).

2<sup>e</sup> Ces majorations de salaires seront allouées à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1938.

3<sup>e</sup> Recommandation est faite par le surarbitre, que, lors des discussions éventuelles ultérieures sur les salaires, la question de la « mère au foyer » soit reconsidérée et fasse l'objet de concessions par les parties.

Fait à Paris le 1<sup>er</sup> février 1938.

SUQUET.

### QUIMPER

Le Syndicat de la Métallurgie a tenu son assemblée générale le 12 décembre dernier.

Notre président **Le Gallic**, ouvre la séance en remerciant les nombreux camarades présents, puis il passe la parole à **Genric**, dévoué trésorier dont les comptes sont unanimement approuvés. Le camarade **Rivière** donne ensuite lecture du rapport moral dans lequel il résume toute l'activité du Syndicat pour l'année écoulée : signature de deux contrats collectifs, participation aux congrès de la C.F.T.C., création du service de Placement et de Bibliothèque, arbre de Noël au profit des familles, voilà les tâches menées à bien dans les mois passés. Les approbations chaleureuses des syndicalistes présents, viennent apporter un précieux réconfort aux dévoués militants et les encourager à persévérer dans le bon combat qu'ils ont entrepris.

A la suite d'une démarche de notre camarade **Le Friant**, secrétaire de l'U.D. du Finistère, parlant au nom des Syndicats de la Métallurgie de Quimper et de Douarnenez, auprès de la Direction de la Société Métallurgique (boîtes de conserves).

Les augmentations de salaires suivantes sont accordées à partir du 16 janvier 1938 :

10 % pour les ouvriers et, pour les ouvrières, une augmentation de 8 % sur les primes.

Le salaire de base des ouvrières est fixé à 3 francs par l'heure.

Les salaires antérieurs avaient été fixés lors du contrat collectif signé en juin dernier entre la Direction et la C.F.T.C.

### MELUN

Le samedi 8 janvier, le Syndicat de la Métallurgie convoquait ses membres en Assemblée Générale : une salle de l'Hôtel de Ville avait été mise à la disposition du bureau pour permettre la tenue de cette réunion. Le Président Rigault, en ouvrant la séance, remercie les camarades présents de la confiance qu'ils témoignent au Syndicalisme Chrétien, il se félicite de l'important travail accompli au cours de l'année écoulée et donne la parole au camarade Jean Bonis pour le compte rendu d'activité.

Pendant trois-quarts d'heure, celui-ci détaille tous les postes de l'important bilan syndical et notons au passage, plusieurs démarches pour l'augmentation des allocations familiales, les initiatives particulièrement heureuses pour venir en aide aux camarades atteints par les divers conflits, l'octroi de layettes à la naissance d'un enfant, la présentation à la Compagnie Nationale des Radiateurs de nos revendications professionnelles, notamment pour l'application de l'accord Villette, le recours au Conseil des Prud'hommes pour obtenir le paiement de congés payés, l'aide apportée à des camarades dans la gêne, notamment à la famille d'un syndiqué décédé, tous ces efforts de solidarité ont obligé la trésorerie syndicale à trouver plusieurs milliers de francs, cependant le Trésorier pourra indiquer qu'aucun déficit ne vient rompre l'équilibre financier, aussi, cet ensemble de résultats, qui témoigne d'un sens syndical particulièrement averti, est fort apprécié de l'auditoire qui témoigne sa satisfaction par des applaudissements.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à exprimer à nos camarades J. Bonis et Duru la reconnaissance des ouvriers métallurgistes pour l'aide si précieuse qu'ils leur ont apportée dans l'organisation de leur travail syndical.

Le Secrétaire de la Fédération à qui le Président donne la parole, s'associera à l'auditoire pour remercier les artisans dont le travail a permis d'obtenir de tels résultats ; il fait ensuite un exposé de la situation présente dans la Métallurgie, il souligne les efforts fournis par l'ensemble des Syndicats affiliés à la Fédération, il analyse les derniers événements syndicaux de la région parisienne et il invite les métallurgistes de Melun à poursuivre leur action dans le sens où ils l'ont si bien commencée. Vous avez su, dit-il, montrer ce que peut réaliser une minorité éprise de dévouement et animée par un esprit fraternel ; enfin, il tient, en terminant, à

## FÉDÉRATION DE LA MÉTALLURGIE

# Projet de convention dans le cadre national y compris les colonies pour les Ouvriers et Ouvrières de la Métallurgie

**Article premier.** — La convention règle les rapports entre les employeurs et le personnel des deux sexes travaillant dans les industries métallurgiques, mécaniques et connexes de toutes les entreprises de France, des Colonies et pays placés sous protectorat.

**Article 2.** — La présente convention est conclue pour une durée d'un an. Elle est renouvelable par tacite reconduction d'année en année, elle pourra être dénoncée par l'une des parties un mois avant la date d'expiration de la période en cours.

## DROIT SYNDICAL

**Article 3.** — L'observation des lois s'imposant à tous les citoyens, les parties contractantes reconnaissent la liberté d'opinion, ainsi que le droit pour tous d'adhérer librement et d'appartenir à un syndicat professionnel constitué en vertu du Livre III du Code du Travail.

Les employeurs s'engagent à ne pas prendre en considération le fait d'appartenir ou ne pas appartenir à un syndicat pour arrêter leurs décisions en ce qui concerne l'embauchage, la conduite et la répartition du travail, les mesures de discipline ou de congédiement.

Ils s'interdisent toute immixtion dans la constitution ou le fonctionnement des syndicats ouvriers.

Les ouvriers s'engagent à respecter les opinions de leurs collègues et à ne leur faire aucune vexation, qu'ils appartiennent ou NON à un syndicat légalement constitué.

Si l'une des parties prétend qu'une mesure quelconque a été prise en violation du droit syndical ou de la liberté syndicale, les parties s'emploieront à résoudre à l'amiable le cas litigieux ; cette intervention ne faisant pas obstacle au recours à la juridiction compétente.

## DELEGUES OUVRIERS

**Article 4.** — Dans chaque établissement occupant au moins 5 ouvriers, il est institué dans chaque atelier, ou fraction d'atelier, des délégués ouvriers, titulaires et suppléants.

Les établissements comptant de cinq à cinquante ouvriers auront un délégué titulaire et un délégué suppléant. Les établissements comptant cinquante et un à deux cent cinquante ouvriers auront deux délégués titulaires et deux suppléants.

Les établissements comptant de deux cent cinquante et un à mille ouvriers auront trois délégués titulaires et trois délégués suppléants.

Les établissements comptant plus de mille ouvriers auront quatre délégués titulaires et quatre délégués suppléants, plus un délégué titulaire et un délégué suppléant par mille ouvriers ou fraction de mille.

**Article 5.** — Le délégué est le représentant de son groupe d'ouvriers auprès de la direction, sans distinction d'étiquette syndicale.

Les délégués ont qualité pour présenter à la direction toutes réclamations relatives à l'appréciation des tarifs de salaires, à l'application du Code du Travail et autres lois et règlements concernant la protection ouvrière, l'hygiène et la sécurité.

Dans tous les cas les délégués pourront se faire assister d'un représentant du syndicat de la profession; ils devront en aviser la direction.

Ils ne doivent faire aucune propagande pour ou contre une organisation syndicale, quelconque. Ils n'ont pas à s'opposer à l'embauchage des ouvriers n'appartenant pas à leur syndicat et doivent respecter et faire respecter les dispositions du paragraphe IV de l'article 3 du présent contrat.

**Article 6.** — Les délégués sont reçus par la direction ou son représentant au moins une fois par mois, aux heures fixées par elle et affichées dans l'atelier.

Les délégués titulaires sont reçus avec leurs suppléants. Toutefois, lorsque les questions intéressent à la fois plusieurs ateliers, les délégués de ces ateliers peuvent être reçus en même temps, dans ce cas, les titulaires ne seront pas accompagnés des suppléants.

En dehors de ces réceptions périodiques, les délégués sont reçus en cas d'urgence sur leur demande.

Les délibérations de chaque entrevue de délégués avec la direction feront l'objet d'un procès-verbal signé des deux parties. Une copie sera affichée par les soins de la Direction, dans l'emplacement habituellement réservé par elle aux communications destinées au personnel.

**Article 7.** — Un cahier de réclamations sera à la disposition des ouvriers dans chaque atelier. Les délégués y relèveront les cas à étudier; ceux ne pouvant être présentés à la direction qu'à la réception mensuelle et ceux dont l'examen ne souffre aucun retard.

**Article 8.** — Chaque délégué recevra une indemnité égale au salaire moyen du fait de l'exercice de ses fonctions de délégué du personnel, avec un maximum de 10 heures par mois, sauf cas exceptionnel. Toutefois, lorsque le délégué se présentera de 500 à mille ouvriers, ce maximum pourra atteindre 40 heures par mois.

Les délégués ne peuvent en aucun cas être congédiés pour exercice de leurs fonctions de délégués.

**Article 9.** — Les ouvriers restent libres de présenter eux-mêmes leurs propres réclamations.

## ELECTION DES DELEGUES

**Article 10.** — Sont électeurs : Tous les ouvriers et ouvrières âgés de 18 ans à condition d'avoir au moins un mois de présence dans l'établissement au moment de l'élection et de ne pas avoir été privés de leurs droits civiques.

**Article 11.** — Sont éligibles : Les électeurs définis à l'article précédent, de nationalité française, âgés d'au moins 25 ans, travaillant dans l'établissement sans interruption depuis six mois, sous réserve que cette durée de présence devra être abaissée si elle réduit à moins de cinq le nombre des éligibles.

Les ouvriers tenant une entreprise industrielle, commerciale ou artisanale, soit par eux-mêmes, soit par leur conjoint, ne sont pas éligibles.

**Article 12.** — La date et les heures de commencement et de fin de scrutin seront déterminées pour chaque atelier par la direction, après avis des délégués sortants. Cette date doit être placée dans la quinzaine qui précède l'expiration du mandat des délégués; elle sera annoncée au moins huit jours pleins à l'avance par avis affiché dans l'atelier et accompagné de la liste des électeurs et des éligibles.

Les réclamations au sujet de ces listes devront être formulées par les intéressés quatre jours avant celle fixée pour l'ouverture du scrutin; les éligibles qui voudront poser leur candidature devront se

faire connaître au plus tard, trois jours avant la date fixée pour l'élection, ils peuvent faire connaître de quelle organisation syndicale ils se réclament. Le vote a lieu immédiatement après la fin du travail. Dans les ateliers ayant équipes de jour et de nuit, l'élection aura lieu entre la sortie et la reprise du travail, afin de permettre le vote simultané des deux équipes en présence.

Un emplacement sera réservé pendant la période prévue pour les opérations électorales, afin de permettre l'affichage des communications intéressant celles-ci.

De plus, un panneau permanent d'affichage sera réservé à chaque organisation syndicale pour lui permettre de porter à la connaissance de ses adhérents les avis qui pourraient les intéresser à l'exclusion de toute propagande politique qui pourrait porter le trouble à l'intérieur de l'usine. Ces panneaux devront être conçus de telle façon que les avis soient à l'abri de toutes dégradations.

La direction fera enlever la veille du scrutin toutes les affiches quel qu'il soit le caractère, apposées par les organisations syndicales, les délégués ou la direction elle-même.

**Article 13.** — Les bulletins ainsi que les enveloppes, d'un modèle uniforme, seront établis par la direction. Il y aura pour chaque groupe électoral un bulletin mentionnant les noms de tous les candidats du groupe. Il appartiendra à chaque électeur de rayer les noms des candidats pour lesquels ils ne désirent pas voter.

Le jour du scrutin la direction remettra à chaque électeur une enveloppe et un bulletin correspondant à son groupe électoral, elle en établira un nombre suffisant pour parer en cas de perte.

**Article 14.** — Le bureau électoral sera composé de deux électeurs, les plus anciens dans l'atelier, et du plus jeune présent à l'ouverture et acceptant, à l'exclusion des candidats. La présidence appartiendra au plus ancien.

Le bureau sera assisté dans toutes ses opérations, notamment pour l'emballage des enveloppes et le dépouillement du scrutin, par un représentant de la direction. Si le bureau avait à prendre une décision, le préposé aux emballages aurait simplement voix consultative.

**Article 15.** — Le vote aura lieu à bulletins secrets, dans une urne, dans l'endroit le plus favorable de l'atelier et en présence du bureau de vote. Les ouvriers mettront leur bulletin dans l'enveloppe qui leur aura été remise à l'avance.

**Article 16.** — Le dépouillement du vote a lieu immédiatement après l'heure fixée pour la fin du scrutin. Tout bulletin qui portera plus de noms qu'il n'y a de délégués à élire, sera annulé et remis dans l'enveloppe correspondante, celle-ci ainsi que son contenu sera détruite par le bureau après la signature du procès-verbal. Les résultats du scrutin sont consignés sur un procès-verbal en trois exemplaires. Un de ces exemplaires sera remis au délégué ouvrier élu, le second sera affiché dans l'atelier intéressé, le troisième restera entre les mains de la direction.

**Article 17.** — Les délégués sont les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix; celui ayant le plus de voix étant le délégué titulaire. En cas d'égalité des suffrages, le plus ancien dans l'établissement sera le délégué titulaire.

**Article 18.** — En cas de vacance d'un poste de délégué titulaire ou suppléant par démission ou autrement, il sera procédé à une élection complémentaire pour le temps restant à courir jusqu'à la prochaine élection générale. Il est entendu que le délégué suppléant passe titulaire en cas de vacance de ce dernier.

## REMUNERATION DEFINITION DES CATEGORIES D'OUVRIERS ET D'OUVRIERES

**Article 19.** — 1° On entend par ouvrier qualifié ou par ouvrier professionnel un ouvrier qui a obtenu un certificat d'aptitude professionnelle ou qui a satisfait à l'essai professionnel d'usage;

2° On entend par ouvrier ou ouvrière spécialisés un ouvrier ou une ouvrière qui exécute sur des machines-outils, au montage, à la chaîne, au four, etc., des opérations qui ne nécessitent pas les connaissances professionnelles d'un ouvrier qualifié.

a) **Travaux à l'heure.** — Le salaire minimum pour les travaux à l'heure sera conforme au salaire minimum prévu au présent contrat;

b) **Travail aux pièces, à la prime, au rendement, etc.** — Les tarifs des travaux exécutés aux pièces, à la prime, à la chaîne, au rendement, devront être calculés de façon à assurer à l'ouvrier ou à l'ouvrière un salaire supérieur au salaire minimum de sa catégorie, qu'il s'agisse ou non de son adaptation à un travail nouveau.

En cas de perte de temps due à une cause indépendante de la volonté de l'ouvrier pendant l'exécution de travaux aux pièces, à la prime, à la chaîne ou au rendement (arrêt de courant, attente de pièces ou de matière, arrêt ou accident de machines, etc...) le temps passé à l'atelier est payé à l'ouvrier au taux du salaire horaire minimum fixé par le présent contrat.

Si les raisons citées au paragraphe précédent devaient entraîner une mise à pied pour les ouvriers, y compris ceux travaillant à l'heure, la direction est habilitée à les déclasser. Toutefois, ce déclassement ne peut être la cause d'une réduction de leurs salaires.

La régularité des salaires établis au rendement doit être protégée contre les fluctuations de prix par trop révisées, ces salaires doivent comporter une solution de continuité et constituer des avantages acquis.

Si la direction juge devoir faire partir les ouvriers pendant le temps nécessaire à la remise en route du travail, elle devra une indemnité correspondant à la rémunération d'une heure de travail.

c) **Jeunes ouvriers.** — Au-dessus de 18 ans, les jeunes ouvriers et ouvrières

professionnels ou spécialisés seront considérés comme adultes et recevront le salaire de leur catégorie, à condition de justifier d'une capacité professionnelle suffisante.

Toutefois, pour permettre l'adaptation des jeunes ouvriers ne pouvant justifier d'une capacité professionnelle suffisante, ceux-ci seront payés sur les bases suivantes :

De 18 à 19 ans, les 18/21<sup>e</sup> du salaire minimum de l'adulte;

De 19 à 20 ans, les 19/21<sup>e</sup>;

De 20 à 21 ans, les 20/21<sup>e</sup>.

Les jeunes ouvriers manœuvres âgés de plus de 18 ans seront considérés comme adultes et recevront le salaire de leur catégorie.

## ECHELLE MOBILE

**Article 20.** — Les salaires définis à la présente convention seront l'objet d'un examen périodique aux fins de révision en fonction du coût de la vie. Cette révision sera basée sur l'indice officiel de la dépense d'une famille de quatre personnes publié par la Préfecture.

La constatation des variations éventuelles des indices sera faite par une Commission paritaire instituée à cet effet entre les organisations intéressées, quatre fois par an : dans le courant de janvier, avril, juillet, octobre. Les salaires seront l'objet d'une révision au cas où l'indice aura varié de plus de 3 %, étant entendu que l'augmentation à survenir sera égale pour tous : celle-ci étant déterminée par l'application du pourcentage de variation des indices à la moyenne supérieure des salaires.

En cas de révision des salaires, toutes les allocations familiales seront également majorées, proportionnellement à la variation des indices.

## TRAVAIL EN EQUIPES

**Article 21.** — Le personnel travaillant en équipes continues bénéficiera d'une demi-heure payée au taux minimum de sa catégorie, qu'il s'agisse d'ouvriers payés à l'heure ou aux pièces. De plus, il bénéficiera d'une indemnité spéciale, à savoir :

Equipe de 14 à 22 heures .... 6 fr.

Equipe de 22 à 6 heures .... 22 fr.

**CONSEIL DE DISCIPLINE**

**Article 22.** — Dans chaque établissement occupant plus de dix personnes, il est institué un conseil de discipline dont la composition et le mode de délibération seront fixés par une annexe à la présente convention.

**Article 23.** — Le conseil de discipline a pour mission de formuler un avis sur les sanctions à donner aux fautes professionnelles susceptibles d'entraîner rétrogradation ou révocation.

Le conseil de discipline connaît, dans les limites fixées au paragraphe précédent, des affaires qui lui sont soumises soit par la direction, soit par l'ouvrier ou l'ouvrière contre lequel ou laquelle une sanction a été prise.

## EMBAUCHAGE

**Article 24.** — Dans les établissements comptant au moins 10 personnes (dix), l'employeur qui aura besoin de personnel devra, avant toute autre forme de publicité, en aviser, d'une part, l'office public de placement et, d'autre part, les syndicats signataires de la présente convention et ceux qui y auront adhéré.

Il mentionnera sur un registre spécial, la date d'envoi de ces avis et l'emploi disponible.

**Article 25.** — L'employeur inscrira le nom de chaque candidat sur le registre spécial prévu à l'article précédent; il pourra lui faire remplir un questionnaire à condition que celui-ci ne comporte aucune indication relative aux opinions politiques, religieuses ou syndicales du candidat.

**Article 26.** — L'employeur tiendra compte avant tout, dans son choix, des éléments suivants : aptitudes physiques et morales du candidat à bien remplir l'emploi disponible, ses qualités professionnelles, sa situation de famille.

**Article 27.** — Seront embauchés par priorité :

1° Les ouvriers qui avaient quitté l'établissement pour effectuer leur service militaire obligatoire;

2° Les ouvriers et ouvrières qui avaient été licenciés pour manque de travail ou maladie prolongée.

**Article 28.** — L'employeur s'engage à n'embaucher aucun ouvrier ou ouvrière bénéficiant déjà de traitements, pensions, retraites ou revenus de toutes sortes excédant au total 12.000 francs.

En aucun cas l'âge des postulants ne pourra être un obstacle à leur embauchage éventuel. Certains emplois : magasiniers, etc., seront de préférence réservés aux travailleurs âgés; ceux-ci seront employés obligatoirement dans une proportion minimum de 10 %.

La durée de la période d'essai n'excèdera pas celle du préavis. Il ne sera pas exigé de préavis pendant cette période.

## DEBAUCHAGE

**Article 29.** — L'employeur est tenu d'avoir un registre de licenciement du personnel, tenu par ordre de dates et sur lequel seront indiqués le nom du collaborateur, la date et le motif du renvoi, ainsi que l'avis du conseil de discipline, quand celui-ci aura été saisi de l'affaire.

**Article 30.** — L'employeur s'engage à ne procéder à aucun lock-out partiel sans avoir envisagé, avec les délégués, toutes les mesures susceptibles d'éviter ou d'atténuer ce lock-out; les mesures préconisées par les délégués et compatibles avec la bonne marche de l'établissement doivent être prises en considération par la direction.

**Article 31.** — La durée du délai-congé réciproque est égale à une semaine pour les ouvriers et ouvrières.

Pendant cette période, les intéressés, qu'ils aient pris ou non l'initiative de la rupture, auront droit de s'absenter deux heures chaque jour. Ces absences seront fixées alternativement un jour au gré de l'ouvrier ou de l'ouvrière, un jour au gré de la direction.

Ces deux heures seront payées à l'ouvrier ou à l'ouvrière au même tarif que ses heures de travail.

**Article 32.** — En cas de licenciement, il sera alloué aux ouvriers ou ouvrières, en plus du délai-congé, une indemnité de congédiement calculée comme suit : 160 heures de salaires par année de services jusqu'à trois ans de services, et en plus, au-delà de trois ans, 80 heures de salaires par année de services.

Ces indemnités seront calculées au taux du salaire alloué à l'époque du licenciement.

Ces indemnités, qui ne se confondent pas avec celles qui peuvent être réclamées pour rupture abusive, sont versées intégralement à l'intéressé lors de son départ.

## DUREE DU TRAVAIL

**Article 33.** — La durée du travail est de 40 heures par semaine; elle devra être répartie à raison de cinq jours de huit heures, les deux journées de repos devant être, en principe, celles du samedi et du dimanche.

## HEURES SUPPLEMENTAIRES

**Article 34.** — On entend par heures supplémentaires, celles faites en dehors de l'horaire normal de travail affiché dans l'établissement.

Les heures supplémentaires seront faites exceptionnellement, après accord avec le délégué du service intéressé, dans le cadre des règlements en vigueur. Elles seront majorées sur la base de :

33 % pour les deux premières heures; 50 % au-delà de ces deux heures; 100 % de 23 heures à 6 heures ainsi que les dimanches et jours fériés.

## DEPLACEMENTS

**Article 35.** — Le personnel appelé à travailler en déplacement voyagera en seconde classe et bénéficiera d'une indemnité de séjour de 50 fr. Les heures passées en chemin de fer seront payées au tarif de base. Pour les déplacements de longue durée, inférieurs à 800 km., il sera accordé à l'ouvrier un voyage en seconde classe payé, dit voyage de détente, pour lui permettre de revenir dans sa famille.

Ces voyages auront lieu à raison de : 1 par quinze pour les déplacements inférieurs à 300 kilomètres.

1 par mois pour les déplacements supérieurs à 300 kilomètres.

De plus, l'ouvrier en déplacement bénéficiera d'un congé supplémentaire dans les conditions prévues à l'article suivant.

Un voyage sera payé en cas d'élections soit législatives, cantonales, municipales ou prud'homales.

## CONGES PAYES

**Article 36.** — Les congés payés seront accordés au personnel dans les conditions prévues par les lois et décrets en vigueur, sous réserve des dispositions des paragraphes suivants.

Les employeurs s'efforceront de tenir compte des desiderata de leur personnel avant d'arrêter d'une façon ferme la date de ces congés.

En cas de départ volontaire ou de licenciement en cours d'année, l'ouvrier a droit à une indemnité, dite de congé payé, correspondant à autant de jours de salaires qu'il a passé de mois dans l'établissement, à partir de la date d'ouverture de la période des dernières vacances.

Il sera alloué un jour ouvrable de congé supplémentaire par fraction de deux années de présence, jusqu'à concurrence de 18 jours ouvrables de congé.

L'ouvrier qui aura effectué des déplacements supérieurs à 800 kilomètres, bénéficiera d'un congé supplémentaire de deux jours ouvrables par mois d'absence à la fin de son déplacement.

Dans tous les cas l'apprenti a droit au congé de l'adulte majoré de moitié.

Les parties contractantes s'engagent à étudier la création d'une caisse de compensation de congés payés.

## TRAVAIL DES FEMMES

**Article 37.** — Le travail nécessitant l'emploi de machines sera interdit aux femmes enceintes ou malades, sur présentation d'un certificat médical, aux femmes âgées de moins de 20 ans ou de plus de 40 ans, à moins qu'elles ne demandent, après avis favorable du service médical, de continuer leur travail.

Les travaux comportant soit des trépidations ou des stations debout prolongées seront interdits aux femmes.

Le travail des ouvrières aux machines-outils, ou à l'établi, devra être organisé de telle sorte qu'elles puissent l'exécuter assises, à cet effet, des tabourets seront mis à leur disposition.

Il en sera de même pour les travaux à la chaîne qui devront être coupés d'un repos de quinze minutes chacun, toutes les deux heures.

Le port et le transport des fardeaux sera admis suivant les dispositions du décret du 28 décembre 1909.

Le travail des presses et balanciers, des plus dangereux, sera interdit à toutes les femmes sans exception.

Toutes les clauses du Code du Travail régissant le travail des femmes devront être scrupuleusement appliquées.

## MATERNITE

**Article 38.** — a) Pendant la période de grossesse et pendant six mois après l'accouchement, l'ouvrière sera affectée à un travail compatible avec son état;

b) Toute ouvrière comptant un an de présence dans l'établissement au moment de la naissance, recevra pendant une période de six semaines avant et six semaines après, une indemnité complétant jusqu'à concurrence du salaire normal les indemnités journalières versées par les Assurances Sociales;

c) A l'expiration du repos d'accouchement, l'ouvrière qui reprendra son travail sera autorisée à s'absenter pour l'allaitement de son enfant dans les conditions prévues par l'art. 54 B du Livre II du Code de Travail;

d) La mère qui s'absentera pendant une période de deux ans pour élever son enfant, aura toujours la priorité de rengagement.

## ALLOCATIONS FAMILIALES

**Article 39.** — Les employeurs prendront toutes mesures utiles pour que les caisses de compensation d'allocations familiales auxquelles ils sont affiliés, versent une indemnité mensuelle de 200 francs à tout ouvrier dont l'épouse demeure au foyer et n'y exerce aucune occupation rémunérée.

Le montant des allocations mensuelles ne pourra être réduit pour une cause indépendante de l'ouvrier. Les accidents de travail et la maladie, entre autres, ne donneront pas matière à réduction de l'allocation; au cas où ils entraîneraient l'incapacité permanente ou le décès du chef de famille, les allocations continueront d'être payées aux personnes ayant la charge des enfants, jusqu'à l'âge limite prévu par les règlements en vigueur.

## CHANGEMENT DE RESIDENCE

**Article 40.** — L'ouvrier qui ne veut pas suivre une entreprise quand elle change de domicile est considéré comme congédié et réglé comme tel.

Les frais de déménagements de l'ouvrier et de sa famille vivant avec lui (sur justification) occasionnés par le changement de domicile de l'entreprise, seront à la charge de l'employeur.

## MUTILES DU TRAVAIL

**Article 41.** — Les mutilés du travail seront obligatoirement employés dans la proportion de 10 %.

## DEPART AU REGIMENT

**Article 42.** — L'ouvrier qui a quitté un établissement pour effectuer son service militaire a un droit de priorité à l'embauche dans sa catégorie, lors de sa libération.

L'ouvrier qui voudra bénéficier de cette clause devra avertir la direction intéressée au moins un mois avant sa libération.

## PERIODE MILITAIRE OBLIGATOIRE DE RESERVE

**Article 43.** — Tout ouvrier appelé à effectuer une période militaire obligatoire de réserve sera payé comme si il avait travaillé d'une manière effective dans son emploi.

## CONTINUITE DES SERVICES

**Article 44.** — Si un ouvrier, bien que travaillant pour le même établissement, change de lieu de travail, il n'y aura pas de discontinuité dans le calcul de l'ancienneté et des avantages y afférents. De même, pour le service militaire obligatoire, le temps passé dans l'établissement avant le service reste acquis pour le calcul de l'ancienneté et des avantages y afférents.

## REGLEMENT DES CONFLITS

**Article 45.** — Tout différend survenu à l'occasion de la présente convention sera soumis à une procédure de conciliation et d'arbitrage avant toute déclaration de lock-out ou de grève de la part des parties signataires de la présente convention.

En conséquence, les parties s'interdisent d'avoir recours à la grève ou au lock-out, sauf dans les deux cas suivants :

1° L'une des parties refuse d'appliquer les dispositions de la présente convention sur la procédure de conciliation et d'arbitrage;

2° L'une des parties refuse d'exécuter la sentence arbitrale.

En dehors de ces deux cas, la grève et le lock-out constituent une rupture abusive de contrat entraînant toutes conséquences de droit. Toutefois, il n'y a pas rupture de contrat et, à fortiori, rupture abusive si la grève ou le lock-out résulte de l'initiative et de la violence de groupements quelconques autres que les signataires de la présente.

## DESIGNATION DE LA COMMISSION DE CONCILIATION ET DES ARBITRES

Il sera créé une Commission permanente de Conciliation composée en parties égales de représentants patronaux et ouvriers. Il sera demandé à M. l'inspecteur Départemental du Travail, ou à toute autre personnalité, d'en diriger les débats.

Dès la désignation de ses membres par les deux parties, la Commission établira, d'un commun accord, une liste de dix personnes susceptibles d'être choisies comme arbitres ayant les pouvoirs d'amiables compositeurs. Ces dix personnes ne devront appartenir ni aux groupements signataires de la présente convention, ni à des organisations rattachées à ces groupements.

Leur nomination, pour être valable, devra réunir au moins la majorité des deux tiers de la commission; le nombre exact des voix obtenues par chacun des membres ne sera pas indiqué dans le procès-verbal dont il est parlé ci-après.

Le choix des 10 arbitres fera l'objet d'un procès-verbal spécial dans lequel seront détaillés les nom et prénoms, domicile, profession ou qualité de chacun des arbitres.

Ce procès-verbal sera établi en autant d'exemplaires, plus deux, qu'il y a de groupements signataires; chacun de ceux-ci recevra un exemplaire, un autre sera remis au Secrétaire des Conseils des Prud'hommes ou au Greffe de la Justice de Paix et le dernier sera transmis à M. le Président du Tribunal Civil, en même temps que le texte, dûment signé, du présent article.

## PROCEDURE EN CAS DE CONFLIT

Tout différend qui n'aura pu être réglé par entente directe entre les intéressés, sera soumis à la Commission permanente de conciliation à la requête de la partie la plus diligente.

La Commission devra remplir sa mission de tentative de conciliation dans un délai maximum de cinq jours.

Si elle parvient à concilier les parties, il est dressé un procès-verbal détaillant l'accord intervenu, établi en au-

tant d'exemplaires, plus un, qu'il y a de groupements signataires; chacun de ceux-ci recevra un exemplaire et le dernier sera remis au Secrétaire des Conseils des Prud'hommes ou au Greffe de la Justice de Paix.

Si la Commission ne peut régler le différend dans le délai fixé, elle dresse un procès-verbal détaillant les points sur lesquels l'accord n'a pu se faire, établi en autant d'exemplaires, plus deux, qu'il y a de